

# Oiseau-tempête

10 francs



Bikini - Barthelemy Schwartz - 1995 ●

*Oiseau-tempête est animé par des individus que rapproche le désir de surmonter la résignation et d'en approfondir la critique. La revue n'a pas pour objet de formuler de projet global de subversion, ni même d'en représenter les diverses expressions. Elle vise au contraire, par le libre jeu des passions, des réflexions et des échanges, à favoriser la convergence entre les individus qui n'entendent pas courber l'échine. Dans ce but, elle contribue à la critique de la société par le biais de celle, fragmentaire, des productions culturelles dominantes : livres, films, expositions, publicités, etc. ■*

## « FACE A L'HISTOIRE »

**L**e centre Georges Pompidou a présenté, de décembre 1996 à avril 1997, une exposition thématique intitulée : « Face à l'histoire (1933-1996), l'artiste moderne face à l'événement historique : engagement, témoignage, vision. » Quelques mots sur cette exposition.

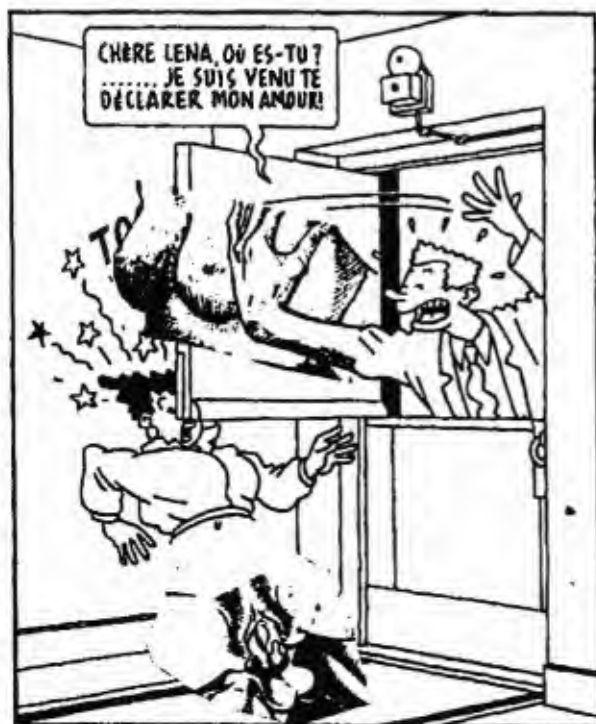
### **L'histoire comme conception du monde**

C'est au XIX<sup>e</sup> siècle que l'histoire en France s'est individualisée comme science autonome, à partir du moment où elle a commencé à être enseignée à l'université, à produire des profes-

seurs, à avoir des étudiants. Elle s'est constituée autour de l'école méthodique, aussi appelée histoire historisante, qui a été l'école historique de la III<sup>e</sup> République, c'est-à-dire celle qui a dominé jusqu'aux années quarante. Son propos était d'imposer une recherche scientifique débarrassée de toute préoccupation philosophique et littéraire, s'appuyant sur des « méthodes » et des « outils », et d'aspirer à l'objectivité du regard scientifique sur la réalité historique. Mais sa fonction sociale a été d'imposer, dès 1870, les valeurs d'une bourgeoisie dont l'assise au pouvoir était encore fragile contre les valeurs de la monarchie, de l'église, mais également du mou-

vement ouvrier (effacer l'impact de la Commune de Paris), d'inculquer, dès les premières classes à l'école, la Révolution française comme événement historique constitutif de la république (bourgeoise), le respect des institutions, la laïcité, le patriotisme, le nationalisme et, très vite, le colonialisme. Bref, toutes ces choses qui font le charme de la bourgeoisie. L'histoire historisante a d'abord été une histoire des princes, des généraux, des batailles, des guerres, des victoires, et des dates. Une histoire héroïque et épique, qui privilégiait les grands hommes, les grands événements.

structuralisme, des sciences voisines. Il nous fallait tout remettre en question, battre à nouveau les cartes et reprendre le jeu. »<sup>1</sup>. Le regard historique, avec l'école des Annales, s'intéresse moins à la sphère de la représentation politique qu'à l'économie et à l'organisation sociale, moins à l'événement politique qu'à la longue durée historique, économique et sociale : « On peut faire, et on fait, l'histoire de tout : du climat, de la vie matérielle, des techniques, de l'économie, des classes sociales, des rites, des fêtes, de l'art, des institutions, de la vie politique, des partis politiques, de l'armement, des guerres, des ret-



Henri et Léna - Barthélémy Schwartz - 1990 ●

Il faut attendre la fin des années trente, avec l'école des Annales (Braudel, Bloch, Febvre) pour qu'émerge une conception plus affinée de l'histoire, qui emprunte d'ailleurs une grande part de ses méthodes à l'analyse marxiste, et qui va devenir l'école historique de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> Républiques. « Il n'a pas été facile de vaincre les résistances, écrira l'historien Georges Duby, de faire admettre que l'histoire des mentalités s'imposait, de faire admettre un peu plus tard que les anthropologues pouvaient apprendre beaucoup aux historiens, et puis qu'il fallait non pas répudier la pensée marxienne mais essayer de la prolonger. Nous étions fouettés continuellement par tous ces défis qui venaient du marxisme et du

ligions, des sentiments (l'amour), des émotions (la peur), de la sensibilité, des perceptions (les odeurs), des mers, des déserts, etc. » (Antoine Prost)<sup>2</sup>. Avec l'école des Annales et ses suites, le domaine de l'histoire s'est étendu à l'ensemble des activités humaines. Pour continuer à remplir sa fonction sociale, elle s'est adaptée à la complexité du capitalisme moderne, qui durant la même période s'est étendu à l'ensemble de la planète et des activités humaines.

L'exposition « Face à l'histoire » ne s'intéresse pas à cette « nouvelle » histoire. Son propos, comme généralement celui des grandes expositions monumentales et à thème des vingt dernières années d'art d'économie mixte (sub-

ventionné par l'Etat, les banques et les industriels), est d'abord d'éduquer le public par l'art, au moyen, ici, d'une conception grossière de l'histoire. Les commissaires de cette exposition présentent, comme l'a écrit Lionel Richard, *une conception du monde*<sup>3</sup>, exprimée par deux idées principales. D'une part, face à l'agression fasciste, les « citoyens » doivent être tous unis pour défendre la démocratie (libérale). D'autre part, la médiatisation du monde réel ne peut être que la représentation réelle du monde. La première partie couvre la période du capitalisme en crise des années trente jusqu'à la dernière guerre, la seconde celle du capitalisme d'économie mixte, de l'après-guerre à aujourd'hui.

### **Les années trente et la guerre**

L'histoire historisante revisitée, présentée ici, n'est pas une histoire de la crise et des idéologies d'exclusion et de réaction sociale qui ont marqué la démocratie libérale dans les années trente. On n'y trouvera pas le célèbre *Plutôt Hitler que le bolchevisme* de la bourgeoisie française au moment du Front populaire<sup>4</sup>. Elle ne cherche ni à expliquer ce que fut la genèse de la montée du fascisme en Europe, ni à rappeler que la transformation en France de la III<sup>e</sup> République libérale en un régime de Vichy fut possible, par exemple, grâce à un simple vote à l'Assemblée nationale de députés élus accordant les pleins pouvoirs à Pétain. Ici, le capitalisme en crise des années trente n'explique ni le fascisme, ni la guerre. En un mot, dans cette exposition, *la crise, ce n'est pas de l'histoire*. La démocratie libérale est présentée comme une démocratie idéale et abstraite, le fascisme comme une irruption soudaine et *inexpliquée* de la « barbarie » dans le monde courtois de la « démocratie ».

Si la crise n'est pas un sujet historique, la critique du capitalisme en crise par les artistes radicaux, situés à l'intérieur de démocraties libérales comme la France, n'entre pas non plus dans le champ de l'art face à l'histoire. Sont donc exclus de toute représentation les artistes et photographes de cette période, qui ont par leur travail cherché à montrer cette misère sociale et matérielle engendrée par la crise, comme Walter Evans, dont les photographies d'ouvriers américains chassés par la crise sont pourtant suffisamment connues. Si le surréalisme est largement représenté dans la partie consacrée aux années trente, c'est par sa peinture, considérée ici comme symptôme du désarroi d'artistes face au fascisme. Il est bien sûr absent comme mouvement

d'avant-garde artistique radical. Son grand tort, pour les commissaires, est de s'être engagé pour la révolution sociale et contre le capitalisme, que ce soit sous ses formes démocratique libérale en crise et fasciste, que sous sa forme capitaliste d'Etat russe. Pour « Face à l'histoire », contre la barbarie fasciste et stalinienne, il n'y avait pas à l'époque de salut hors de la défense inconditionnelle de la démocratie bourgeoise. Exclu également de toute représentation dans cette exposition, Frans Masereel, dont le tort est d'avoir privilégié la critique en images (gravures sur bois) de la démocratie libérale en crise. « Ses "Histoires sans paroles", a écrit Michel Ragon dans une préface à une édition de *L'Idée*, difficilement trouvable aujourd'hui, sorte de journalisme politique dessiné, ont [pourtant] eu un succès tel en Allemagne, avant le nazisme, que certaines de ses éditions populaires ont dépassé les cent mille exemplaires. »<sup>5</sup>

Pour ne pas salir un tableau si bien *brossé*, dont les figures sont essentiellement composées d'artistes consensuels, unis autour de la démocratie idéale, qui ont réagi *dans* leur peinture *contre* la barbarie fasciste, les commissaires d'exposition se sont abstenus dans leur infinie bonté de nous expliquer la politique sociale et répressive de ladite démocratie. De peur, sans doute, que le public de « Face à l'histoire » ne fasse l'école buissonnière et ne trouve d'étonnants parallèles entre les politiques de répression sociale, juridique, politique et culturelle d'hier et celles d'aujourd'hui.

Cette réécriture de l'histoire à usage de l'éducation de la population d'aujourd'hui, dans le contexte d'un capitalisme à nouveau en crise, on le trouve évidemment aussi dans le discours médiatique. Un journaliste de « Libération », par exemple, traitant d'une autre exposition consacrée, elle aussi, aux années trente<sup>6</sup>, au musée d'art moderne de la Ville de Paris, peut écrire doctement : « En fondant leurs recherches sur le rêve et le fantastique, Yves Tanguy, Salvador Dali, Max Ernst et leurs compagnons ont développé un registre qui a parfois l'air de tourner le dos à la fois aux inquiétudes de l'époque et aux expérimentations de leurs contemporains. Le recours à l'onirisme et aux vertus de l'inconscient les installe sur une ligne de fuite dont on voit bien maintenant qu'elle ne pouvait durablement répondre à la radicalité des enjeux. » Le message est clair : contre la barbarie fasciste et stalinienne, il n'y avait pas, à l'époque, de salut hors de la défense inconditionnelle de la démocratie bour-

geoise. Il s'agit, bien sûr, d'un message des cadres culturels à l'usage de ceux qu'ils encadrent d'aujourd'hui.

Le langage cependant est capricieux. Ce qu'on pense avoir à dire *n'est jamais tout à fait* ce qu'on a finalement été amené à exprimer. C'est ainsi que, par des voies tout à fait inattendues, quelquefois, l'histoire réelle des années trente apparaît furtivement dans cette exposition. On trouve ainsi, dans la salle de l'art totalitaire fasciste et stalinien, une toile du peintre militant nazi Franz Radziwill « Les démons »

lière. Il s'agit évidemment d'un lapsus : le propos de l'exposition n'étant pas de montrer la continuité du capitalisme allemand, sous le régime nazi et sous la république fédérale après la guerre, ni d'insister sur le peu d'empressement de la bourgeoisie allemande à procéder à la dénazification du personnel d'encadrement répressif et judiciaire de l'Etat allemand.

### **Life et Paris-Match, comme vision du monde**

La deuxième partie de « Face à l'histoire » couvre les années d'après guerre à aujourd'hui et traite en fait de cet art subventionné par l'Etat, les banques et les industriels qui compose notre paysage artistique depuis plus d'une trentaine d'années, et de ses relations avec « l'histoire ». Si, dans la première partie, les commissaires d'exposition ont œuvré à nous inculquer que, face à la barbarie fasciste, il faut rester tous unis autour de la démocratie idéale, ils procèdent dans la seconde à une revalorisation explicite du discours médiatique de notre époque : à les entendre, dans la démocratie idéale, *même les médias ont des airs de chaperon rouge*. Le support historique utilisé comme documentation est, ainsi, essentiellement composé de magazines d'époque (« Paris-Match », « Life »...), et d'images télévisées. Le choix des artistes représentés va dans le même sens d'une redéfinition positive du rôle social des médias : il s'agit principalement d'artistes qui privilégient la

documentation médiatique (articles, photographies de presse) comme source de représentation de la réalité, qu'ils assimilent à une représentation réelle d'un monde qu'ils voient en spectateur et sur lequel ils disent n'avoir aucune prise. Ainsi, « la figuration narrative, explique un pan-



Masque Djokwe - Congo ●

(1933-1934), comme exemple d'art nazi. Mais en cherchant bien, on trouve également une deuxième œuvre de cet artiste, « La plainte de Brême » (1946), cette fois dans la salle consacrée à l'art de l'après-guerre en république fédérale d'Allemagne. Sans aucune mention particu-

neau où il est question du peintre Erro, s'emploie à prendre en compte les informations contradictoires, les faux bruits journalistiques qui font l'événement. Elle procède par galaxies d'images, sans jugement moral ou politique. » Le peintre Rancillac, essaie, lui, de « [peindre] le monde [qui] fuit effroyablement vite, sans [lui], sans nous. » Quant au peintre Vostell, en utilisant dans ses œuvres des images médiatiques, lit-on sur un autre panneau d'explication, « [il] déclare qu'il cherche ainsi à s'imprégner "des traces authentiques de l'histoire". »

---

Les grandes expositions monumentales et à thèmes sont ainsi, aussi, des exercices de réécriture de l'histoire, dont la fonction sociale est d'abord d'éduquer la population par l'art. Si les médias procèdent en communiquant en temps réel la signification supposée des événements historiques, les expositions comme « Face à l'histoire » procèdent, elles, de façon rétroactive. Mais, pour peu qu'on remette à l'endroit ce qui est à l'envers, on voit bien qu'artistes d'économie mixte, commissaires d'exposition monu-

mentale et journalistes travaillent essentiellement à produire *une vision du monde* (ce que les derniers expriment généralement au moyen d'une *télé-vision du monde*). Une vision du monde qui, assurément, n'est pas la nôtre.

**BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ■**

1 - Georges Duby, « Entretiens », « *Le Monde* », 26 janvier 1993.

2 - Antoine Prost, « Douze leçons sur l'histoire », Seuil, 1996.

3 - Lionel Richard, « Les peintres contemporains face à l'histoire », « *Le Monde diplomatique* », décembre 1996.

4 - Voir Grégoire Madjarian, « Conflits, pouvoirs et société à la Libération », 10/18, 1980. Notamment le premier chapitre où l'auteur évoque « l'admiration non déguisée de [la bourgeoisie française] envers un régime qui - après celui de l'Italie - avait donné l'exemple d'un barrage au bolchevisme », et « l'indulgence intéressée des classes bourgeoises à l'égard des initiatives d'une Allemagne nazie apparue comme le champion de l'ordre social capitaliste en Europe. » (p.19).

5 - Préface de Michel Ragon, « *L'Idée* », Frans Mase-reel, Nautilus éd., Paris, 1984.

6 - « *Années trente en Europe (1929-1939) : le temps menaçant* », Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 15 avril 1997.







Flora Tristan à Grosses - Guy Girard - 1993 ●

## AVIS AUX ADEPTES DU TRAVAIL !

*Dans la glorification du travail, je vois la même arrière-pensée que dans les louanges adressés aux actes impersonnels : à savoir la peur de ce qui est individuel. Au fond, on sent aujourd'hui à la vue du travail – on vise toujours sous ce nom le dur labeur du matin au soir – qu'un tel travail constitue la meilleure des polices, qu'il tient chacun en bride et s'entend à entraver le développement de la raison, des désirs, du goût de l'indépendance. Car il consume une extraordinaire quantité de force nerveuse et la soustrait à la réflexion, à la rêverie, aux soucis, à l'amour et à la haine, il présente constamment à la vue des buts mesquins et assure des satisfactions faciles et régulières. Ainsi les sociétés où l'on travaille dur auront davantage de sécurité. Et l'on adore aujourd'hui la sécurité comme la divinité suprême.*

FRIEDRICH NIETZSCHE

## L'ÉTAT-NATION ET LE NATIONALISME

**e**n cette fin de siècle, il est difficile de faire l'impasse sur le déferlement d'exigences nationalistes. Le nationalisme semble être devenu l'idéologie de masse la plus partagée dans le monde. Tous les Etats sont aujourd'hui reconnus comme nations même lorsque, à l'évidence, ils ne correspondent pas au modèle de l'Etat-nation qu'ils disent incarner. Rien n'indique que la multiplication des nationalismes et des Etats va prendre fin dans le proche avenir. Ce n'est pas le moindre paradoxe de la triste époque dans laquelle nous vivons : plus que jamais le capitalisme tend à s'affranchir des limites qui l'entravent, en particulier des limites constituées par les frontières. Mais la crise du modèle de l'Etat-nation qui accompagne l'affirmation du caractère supranational du capitalisme, loin d'effriter les fondations du nationalisme paraît au contraire les avoir consolidées. En même temps, le nationalisme d'aujourd'hui, par bien des côtés, n'est pas la simple reconduction de celui d'hier. Pour nous opposer à l'appel empoisonné des nationalistes, quels que soient les costumes de scène qu'ils endossent, nous ne pouvons nous contenter des banalités de base de la critique. Il est nécessaire de réfléchir par nous-mêmes sur la situation sans précédent à laquelle nous sommes confrontés. En ce sens, l'étude d'Hobsbawm, « Nations et nationalismes depuis 1780 »<sup>1</sup> est l'un des rares livres qui puissent nous donner des indications. Même s'il fleurit parfois trop avec les conceptions des adeptes du matérialisme historique – pour lui, les Etats centralisés comme l'URSS auraient eu au moins le mérite de contenir les tendances séparatistes – il est loin d'en rester à leur rabâchage sclérosé sur cette question maudite. Ici, nous avons choisi de dégager quelques pistes, indispensables à notre propre réflexion.

### **Le monde à l'envers de l'idéologie nationaliste**

Le mérite d'Hobsbawm est de renverser la perspective du nationalisme. Pour les nationalistes, les nations sont des entités, sinon immuables, du moins universelles, qui expriment les besoins génériques des êtres humains d'être associés et identifiés à des communautés histo-

riques stables. Il en découle qu'il serait possible de donner des définitions générales du phénomène national, communes à n'importe quelle phase de l'histoire humaine. La nation pourrait être définie par des critères objectifs (le territoire, la langue, la culture, voire l'économie...) et même par des critères subjectifs (la conscience de partager telles valeurs identitaires, la volonté de les réaliser...). Bref, pour les nationalistes, la nation est définissable a priori et la formation de l'Etat national ne ferait que sanctionner a posteriori l'aspiration populaire à la constituer. Hobsbawm montre qu'il n'en est rien. Le terme même de nation est antédiluvien mais le sens a évolué au cours de l'histoire. Il n'y a rien de commun entre, par exemple, la nation des écoliers de la Sorbonne à l'époque de la Renaissance au XVI<sup>e</sup> siècle, expression synonyme de corporation, et la nation qui est apparue, à l'époque des révolutions au XVIII<sup>e</sup> siècle. En réalité, les nations sont des phénomènes historiques récents. Le monde réel des nations n'a rien à voir avec le monde à l'envers des nationalistes. L'histoire effective montre que, en règle générale, les nations sont façonnées par les Etats et les nationalistes et non l'inverse. Dans l'histoire, l'apparition de l'Etat a précédé celle de la nation mais la notion même d'Etat-nation, plus récente, montre la liaison intime entre les deux. Dissociée de l'Etat, la nation perd toute consistance quelles que soient les tentatives des prétendus nationalistes révolutionnaires pour démontrer le contraire. Du caractère historique du phénomène national, il découle que les fameux critères sont soumis à des révisions presque constantes. En réalité, à chaque crise que traverse l'histoire des nations, c'est la raison d'Etat qui tranche dans le vif.

### **L'Etat-nation et les jacobins**

La nation, au sens moderne du terme, est apparue pour la première fois à l'époque de la Révolution française. Là fut pensée et mise en œuvre la conception bourgeoise jacobine de l'Etat-nation, en particulier en ce qui concerne les notions de territoire et de frontière. Pour les jacobins, la définition de la nation était liée à celle de l'Etat, Etat territorial, non morcelé et indivisible. Elle reposait sur la souveraineté du

peuple, lequel était censé avoir arraché le pouvoir d'Etat des mains de l'individu souverain, le monarque, pour l'exercer par le biais des délégués à la Convention. Le critère de la nationalité était donc la citoyenneté. Hobsbawm souligne avec raison que la conception que les sections de sans-culottes avait de la nation dépassait quelque peu le cadre de la définition jacobine. Car les révolutionnaires des sections étaient hostiles aux aristocrates mais aussi aux bourgeois, accapareurs des biens féodaux, spéculateurs sur les fournitures à l'armée, etc. Ils se considéraient comme le fer de lance de la révolution européenne et aspiraient à l'étendre au-delà des frontières. Les jacobins, eux, héritaient de la centralisation de l'Etat, bien entamée sous la monarchie qui définissait l'Etat comme entité territoriale, limitée par des frontières qui ne recouvraient déjà plus les domaines de l'aristocratie. Ils parachevèrent l'œuvre centralisatrice de la monarchie. Ils firent de l'Etat-Nation la communauté en quelque sorte générique, face à laquelle les antiques communautés étaient vues comme des entraves à la réalisation de la citoyenneté. Dans leur esprit, le pacte social reposait sur l'adhésion des individus présumés émancipés, les citoyens, aux valeurs de l'Etat républicain. Par suite, pour les étrangers, l'acquisition de la nationalité française était possible, mais selon les modalités de l'assimilation des mêmes valeurs. Les critères culturels, linguistiques, économiques, etc. qui prirent de l'importance par la suite étaient présents à l'époque jacobine. Le manque d'homogénéité entre les citoyens, dans tous les domaines de leur vie non politique, ne pouvait que miner, à long terme, la puissance de l'Etat central. Mais ils étaient subordonnés au critère politique : le statut de citoyen.

### **La nation et l'économie libérale**

Néanmoins, même en France, pour la bourgeoisie de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la mainmise sur le pouvoir d'Etat n'était que le prélude à la consolidation de la puissance qui lui était propre : l'économie. Dès l'aube de l'industrialisation, les apôtres de l'économie politique, en Angleterre, ne tenaient pas compte des phénomènes nationaux. Pour les plus doctrinaires d'entre eux, même l'existence de territoires limités par des frontières d'Etat apparaissait comme antagonique avec la libre concurrence, condition primordiale de la libre accumulation du capital. Dans leur esprit, le territoire sur lequel le capital global opérerait était le marché mondial en cours

de constitution, champ de bataille entre les capitaux particuliers. Néanmoins, ils étaient bien obligés de reconnaître que l'accumulation du capital, comme phénomène concret et non pas comme idée abstraite, s'effectuait à partir de pôles déterminés, en gros à partir des Etats-nations d'Europe en formation. En fin de compte, aucun d'entre eux ne niait les avantages que pouvaient présenter les Etats et les colonies qui y étaient rattachées, avantages hérités des guerres mercantiles pour le contrôle du marché mondial entre les monarchies européennes. Les Etats centralisateurs constituaient autant de serres chaudes à l'abri desquelles le capital pouvait proliférer à condition qu'ils en stimulent l'accumulation par des mesures appropriées. Même les libres échangistes les plus fanatiques n'ont jamais voulu détruire les fonctions économiques des Etats. D'où l'invention du concept d'économie nationale pour tenir compte de l'existence des Etats. Hobsbawm a raison d'affirmer que, dans les zones développées du capitalisme, la constitution de nations qui reposaient sur la combinaison Etat-économie nationale fut l'un des phénomènes essentiels du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais la nation était reconnue comme entité viable à condition qu'elle soit compatible avec le progrès, le progrès de l'accumulation et de la centralisation du capital. A l'époque, le principe des nationalités du libéralisme n'était donc pas inconditionnel. Il excluait nombre de zones encore peu touchées par le capitalisme et, en particulier en Europe, des régions qui étaient déjà partie intégrante des Etats centralisés.

### **Nation et culture**

Il est peu connu que les critères culturels, linguistiques et raciaux de la nationalité sont apparus assez tard et qu'ils ne sont devenus décisifs qu'au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en Europe. Hobsbawm souligne que l'identification de la nationalité à la langue n'a joué à l'origine que pour les lettrés qui, comme dans l'Allemagne morcelée en principautés jusqu'à la constitution du Reich, n'avaient en commun que la langue littéraire, vecteur principal de la diffusion de la culture à prétention nationale, langue qui leur servit ensuite pour investir l'appareil d'Etat. De façon générale, les langues, qui devaient accéder plus tard au statut de langues nationales, ne pouvaient jouer alors que des rôles très modestes, pour ne pas dire nuls, dans la formation de la conscience nationale des illettrés, à peine issus du Moyen Age dans la majeure partie



de l'Europe. Il en est de même pour la culture. Il est certain que les nationalistes, pour avoir l'aval des populations qu'ils courtoisaient, tentèrent de plus en plus de spéculer sur des traditions, les

grand jour sous la forme de l'Etat national. Hobsbawm rappelle d'ailleurs que, parmi les principaux inventeurs du nationalisme culturel et linguistique, certains provenaient de la maison



La guerre du Golfe - Johann Humyn Being - 1991 ●

coutumes, les langues, les religions, etc. auxquelles elles pouvaient parfois s'identifier. De là le mythe nationaliste de la communauté de culture, y compris religieuse, stable et même étrangère au brassage des populations et des cultures. En quelque sorte préétablie, elle n'aurait attendu que des conditions favorables pour apparaître au

marxiste confrontée au problème des nationalités dans l'empire d'Autriche-Hongrie en pleine décomposition à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais, il n'y a pas eu, en règle générale, de continuité entre les facteurs hétérogènes du proto-nationalisme populaire, comme il l'appelle, et ceux, homogènes, propres à l'Etat-nation. En réalité, les

langues nationales furent des créations à moitié artificielles, qui n'avaient parfois que des relations lointaines avec les langues vernaculaires qu'elles prétendaient représenter et standardiser. Leur diffusion était impensable sans la généralisation de l'instruction de masse, bref, sans l'intervention de l'Etat. C'est par la suite, lorsque l'homogénéité en matière de langue et de culture sous l'égide de l'Etat commença à devenir effective, qu'elles devinrent des critères centraux de la définition de la nation.

### **Le nationalisme comme phénomène de masse**

Pour Hobsbawm, il n'est pas question de nier que le nationalisme, au cours de la période qui va de la Commune à la Grande Guerre, ait pu, peu à peu, s'affirmer comme phénomène de masse, en Europe, puis ailleurs. L'élargissement de la base du nationalisme, en particulier de la variante culturelle, linguistique et raciale, était à l'évidence lié à la modification de la structure de classe de la société. L'industrialisation des Etats d'Europe, nationaux ou multinationaux, disloquait ce qui restait de la société antérieure, accélérât le dépeuplement des campagnes et la croissance des villes, engendrait des migrations et des brassages de population sans précédent, etc. En Europe, le nationalisme, dès la fin du XIXe siècle, apparaît de plus en plus comme la réaction des couches moyennes rurales paupérisées, menacées de disparition, et des couches moyennes urbaines déstabilisées par la Grande Dépression de la fin du siècle dernier. De telles couches étaient terrorisées par la montée des classes dangereuses et recherchaient des boucs émissaires pour expliquer leur malheur : les étrangers assimilés parfois à des dangereux révolutionnaires. Le nationalisme trouvait refuge dans les bras des monarchistes, des cléricaux et des racistes qui, tous, communiaient dans la haine de la révolution. Mais les classes dangereuses, en particulier la classe ouvrière, n'étaient pas insensibles à l'appel du nationalisme. Hobsbawm signale l'un des principaux paradoxes de l'époque. La classe ouvrière était certes hostile à la bourgeoisie. Mais elle revendiquait aussi d'être reconnue comme partie intégrante de l'Etat. Les ouvriers aspiraient à bénéficier du statut de citoyen. Or, l'idée de citoyenneté était liée à celle de nationalité, en particulier en France. La démocratisation pouvait donc aider les Etats à résoudre les problèmes d'acquisition de légitimité aux yeux de leurs citoyens, y compris lorsque ces derniers les

contestaient. Le nationalisme pour être républicain n'en restait pas moins du nationalisme. La contradiction éclata lorsque, dès la déclaration de guerre, les mêmes ouvriers qui avaient parfois combattu ferme la bourgeoisie furent saisis de ferveur patriotique pour la défense de leur patrie respective. Au début, du moins.

### **Le wilsonisme et le principe des nationalités**

D'après Hobsbawm, la Première Guerre mondiale et la paix de Versailles constituèrent des étapes décisives dans l'histoire du nationalisme. D'abord, les lendemains de Versailles donnèrent l'occasion d'appliquer le principe des nationalités définis par Wilson, principe d'ailleurs partagé par Lénine et les héritiers du marxisme-léninisme. Le principe wilsonien ne différait pas dans le fond du principe libéral. Il exigeait aussi que les frontières d'Etat et les frontières de nationalités, culturelles et linguistiques, coïncident. Mais il abandonnait la notion de seuil : quelle que soit leur taille, les communautés, ainsi définies comme nations potentielles, devaient avoir la possibilité de former l'Etat territorial de leur choix, grâce auquel elles exerceraient leur souveraineté. Hobsbawm fait remarquer avec finesse que l'autodétermination wilsonienne ne fit qu'aggraver la situation. En Europe, elle ne fut mise en œuvre qu'avec l'accord des Etats victorieux, en règle générale à titre d'Etats tampons contre la poussée révolutionnaire venue de l'Est. Mais, vu l'imbrication des communautés et leur dispersion sur des territoires non connexes, le principe de la coïncidence territoriale entre Etat et nation ne put être réalisé que par la violence intercommunautaire, parfois poussée au paroxysme, associée à celle de l'Etat. Réalisé, le nationalisme des minorités nationales d'Europe apparut aussi réactionnaire que celui des Etats multinationaux dont elles avaient été partie intégrante. Ensuite, les lendemains de Versailles révélèrent l'extension de la zone d'influence du nationalisme aux colonies. Tous ceux qui prétendaient agir au nom des peuples opprimés dans les empires coloniaux parlaient en nationalistes. Hobsbawm montre qu'ainsi, ils adoptaient désormais la langue des Etats oppresseurs qu'ils affirmaient combattre. En réalité, les futurs leaders visaient à constituer des Etats à partir des zones colonisées. Les territoires qu'ils présentaient comme des entités nationales potentielles, en fonction des critères wilsoniens, voire marxistes-léninistes, étaient

des créations récentes de la conquête coloniale, en particulier du partage du monde entre les Etats colonisateurs d'Europe, à l'exception notable de la Chine et de quelques autres Etats asiatiques antédiluviens. Les zones coloniales ne pouvaient être identifiées au modèle territorial de l'Etat-nation. Les élites nationalistes, éduquées à l'occidentale, en étaient elles-mêmes à moitié conscientes puisque, comme le rappelle Hobsbawm, elles déploraient l'indifférence, voire l'hostilité, envers l'idée nationale des populations qui étaient l'objet de leur propagande. Elles attribuaient leur échec à la politique des colonisateurs qui utilisaient le tribalisme millénaire des peuples colonisés. Mais le succès relatif du « diviser pour régner » prouvait a contrario que l'attachement des diverses populations n'allait pas encore à la communauté nationale imaginée par les élites mais aux multiples formes de communautés traditionnelles. Néanmoins, avec la pénétration du capitalisme dans les colonies et la décomposition concomitante de telles communautés, des réactions, parfois insurrectionnelles, contre les oppresseurs étrangers et les compradores locaux commencèrent à apparaître. Les nationalistes avaient désormais la possibilité d'utiliser le potentiel de révolte à condition de

modifier quelque peu leur programme et leur langage. Il devenait indispensable de tenir compte des aspirations confuses des populations s'ils voulaient leur faire jouer le rôle de chair à canon de l'idéal national.

### **Marxisme-léninisme et nationalisme radical**

Pour Hobsbawm, la victoire apparente de la révolution russe fut décisive sur le cours du nationalisme. La participation de l'URSS et des partis qui lui étaient inféodés à la Seconde Guerre mondiale, présentée comme guerre de libération contre le fascisme, l'assimilation du fascisme à la trahison de la nation, en particulier en France, etc. accélèrent les retrouvailles entre le nationalisme et le marxisme-léninisme. En effet, les nationalistes qui aspiraient à créer des Etats indépendants ne pouvaient manquer de voir dans les prétendus Etats socialistes, qui affirmaient être les défenseurs de toutes les nations opprimées par les Etats impérialistes, leurs alliés privilégiés. Même en Europe, les séparatistes en vinrent à adopter l'idéologie marxiste-léniniste qui tranchait avec leur généalogie, marquée par leur association avec le cléricanisme, le royalisme et même le fascisme. Elle leur permettait de



Il y avait chez lui quelque chose d'hollywoodien et de dérisoire - Barthélémy Schwartz - 1990 ●

troquer leurs costumes défraîchis pour ceux de nationalistes révolutionnaires, plus aptes à capter l'attention des populations désorientées dans la mesure où ils leur promettaient de combiner libération nationale et sociale. Même ceux qui n'étaient pas inféodés à Moscou apparaissaient ainsi sur la scène de la lutte contre l'impérialisme, en particulier celle contre l'hégémonisme américain, bien que, dans la réalité, ils n'aient jamais voulu autre chose que l'adaptation du modèle de l'Etat-nation aux conditions locales au sein desquelles ils opéraient. La suite le prouva à l'évidence. La décolonisation, même lorsqu'elle ne fut pas réalisée avec la bénédiction des Etats coloniaux, mais à la suite de révoltes avortées, comme en Algérie, montra quel était le sens réel de leur phraséologie révolutionnaire : prendre le pouvoir d'Etat et tenter de construire à l'échelle locale, sur la base de la nationalisation de secteurs clés de l'économie, quelque chose d'assez proche en principe du modèle européen de l'économie nationale. Dans la plupart des cas, de telles mesures ne permirent même pas d'améliorer la situation des populations concernées et d'échapper à la tutelle des maîtres du marché mondial. Pour le reste, comme les Etats issus de la décolonisation étaient assis sur des mosaïques de communautés culturelles, linguistiques, religieuses ancestrales, ils héritaient de toutes leurs contradictions, en particulier des luttes entre chefs de clan pour monopoliser le pouvoir, sans compter les multiples frictions entre Etats liées à la rectification des frontières coloniales.

### **Le nationalisme aujourd'hui** \_\_\_\_\_

A l'aube du troisième millénaire, marquée par l'implosion de l'Etat soviétique et des Etats satellites, il paraît étrange qu'Hobsbawm insiste sur le déclin du nationalisme. C'est que, face à la multiplication d'Etats à prétention nationale et à l'exacerbation des haines nationales, il tient à souligner l'impasse que constitue le modèle de

l'Etat-nation. La nation, qui passe toujours pour quelque chose de très concret, est en réalité devenue très abstraite. L'identification à la représentation nationale est de plus en plus imaginaire et personne, pas plus les simples citoyens que les chefs d'Etat, n'est capable d'expliquer ce que l'appartenance nationale veut dire, sinon l'exclusion d'autrui. L'Etat-nation et le nationalisme sont en crise, en particulier dans leur version wilsonienne et marxiste-léniniste, crise d'ailleurs à moitié avouée par les leaders nationalistes qui abandonnent peu à peu, sous n'importe quelle latitude, les références précédentes, en particulier le couple Etat-économie nationale, pour spéculer sur des identifications, plus ou

moins effectives, à l'ethnie, à la culture, à la langue, à la religion, voire à la race. Car, vu les mutations catastrophiques et sans précédent du capitalisme mondial, les composantes traditionnelles du nationalisme, la composante économique en premier lieu, qui favorisaient l'identification des populations à leur Etat perdent de leur force même si elles ne disparaissent pas en totalité. La mondialisation accélérée du capital, sur fond de désagrégation et de transformations rapides des structures sociales, permet à ce dernier de transgresser les limites des Etats nationaux. Il favorise même la multiplication de minuscules Etats, voire d'Etats-



Armée - Grandville - 1842 ●

cités comme Singapour, qui sont des pôles d'accumulation et de circulation des capitaux. Par suite, il ne reste pas grand-chose du programme nationaliste sinon de très vagues références à des communautés et à des traditions plus ou moins inventées et parfois l'illusion de pouvoir renouer avec le modèle préwilsonien. Voilà ce qui distingue les fondamentalistes religieux des nationalistes laïques. Les fondamentalismes ont aujourd'hui le vent en poupe comme idéologies de substitution à la faillite du mythe du progrès, y compris dans la version marxiste-léniniste du progrès émancipateur. Les fondamentalistes ont la prétention de revenir aux valeurs figées des

*Pancarte vue, ainsi que plusieurs drapeaux français, lors des manifestations à Paris contre les lois Pasqua-Debré :*

**“FRANÇAIS, PAS DÉLATEUR !  
OUI À LA JUSTICE,  
MAIS PAS FONDÉE SUR LA DÉLATION !”**

Le nationalisme des citoyens contre celui du Front national, c'est toujours le nationalisme. □

Et cette justice, avec ou sans les lois Debré, c'est toujours la justice bourgeoise ! □

origines mythiques, en principe du moins. Ils prétendent donc donner des réponses précises aux questions angoissantes de l'époque. Mais, comme l'indique Hobsbawm, aujourd'hui, l'absence même de programme précis des diverses variantes du nationalisme jouent en leur faveur. Au point que, en Europe même, n'importe quelle revendication locale, régionale, voire sectorielle contre la bureaucratie de l'Etat central, est susceptible, dès qu'elle le peut, d'endosser le costume national, de préférence dans la version culturelle et linguistique. En réalité, le nationalisme est le catalyseur de phénomènes plus profonds. Il est sans cesse alimenté par la désorientation des populations, traumatisées et parfois acculées à la simple survie par l'évolution catastrophique du capitalisme à l'échelle planétaire, atomisées et déracinées, avides de repères grâce auxquelles elles puissent donner sens à leur vie, du moins la supporter quelque peu. Là, les antiques relations familiales, claniques, tribales, etc. peuvent jouer des rôles d'identification bien que, dans la réalité, elles soient depuis belle lurette ravagées par l'économie, absorbées par elle et servent même de base à la constitution de mafias comme le montre l'exemple des groupes séparatistes dans l'ex-empire soviétique. L'identification nationale, l'intégrisme national même, quelles que soient les justifications délirantes qu'il puisse inventer, y compris religieuses, a alors pour fonction essentielle de désigner les boucs émissaires, les étrangers qui, comme étrangers, sont des en-

nemis en puissance et qui, à notre époque héritière de l'industrialisation forcenée des Trente Glorieuses, campent même au cœur des Etats d'Europe. D'où le fond commun de toutes les variantes du nationalisme d'aujourd'hui : la xénophobie. Tous les Etats ont donc la partie facile pour persécuter les étrangers, les chasser, fermer leurs frontières, etc. même si, avec l'accélération de la mondialisation, ils sont en train de perdre des pans entiers de leurs fonctions traditionnelles.

#### **La France et le nationalisme** \_\_\_\_\_

Nous ne pouvons conclure cette brève approche sans aborder la situation à laquelle nous sommes confrontés en France, situation que Hobsbawm ne fait qu'effleurer. En France aujourd'hui, il est de bon ton, face à la poussée de xénophobie de type fasciste, avec les connotations racistes qui lui sont propres, d'assimiler nationalisme et fascisme. Pour lutter contre la xénophobie, sanctionnée et aggravée par les mesures du pouvoir d'Etat, qui accentue l'antagonisme entre présumés nationaux et présumés étrangers, il faudrait affirmer l'intangibilité des principes de la démocratie. Tel est le credo de l'opposition spectaculaire à la menace fasciste, fascisme qu'elle réduit d'ailleurs de façon étroite à celui du parti de Le Pen. Mais c'est oublier, ou faire mine d'oublier, que les fameuses valeurs universelles de la citoyenneté, y compris en matière d'assimilation, sont en réalité singulières,



caractéristiques de l'Etat-Nation tel qu'il s'est constitué en France au cours de l'histoire récente. Ce sont des valeurs nationales. C'est oublier aussi que leur réalisation a toujours été très élastique, subordonnée en priorité aux nécessités de l'économie nationale et de la raison d'Etat. Elles ont donc toujours été très restrictives, à l'exception de brèves périodes de l'histoire comme celle des Trente Glorieuses, où le capital national avait besoin de la force de travail d'origine étrangère, en provenance des colonies et des néocolonies. Brandir le drapeau défraîchi de la prétendue république universelle contre tel et tel parti, tel et tel leader, même aussi démagogue que Le Pen, qui affirme lui aussi représenter les valeurs de la république, c'est, au mieux, ne rien comprendre à l'Etat-nation et aux sources du nationalisme contemporain, c'est, au pire, partager les mêmes valeurs fondamentales. Pour preuve, il n'y a qu'à voir l'influence des idées de ce démagogue non seulement chez les paysans et les boutiquiers, base habituelle de l'ultranationalisme en France, mais aussi chez ce qui reste des ouvriers. La communauté de la classe ouvrière, qui s'était constituée avec l'industrialisation du pays, est en cours de dislocation, sur fond de crise du travail liée à la relative désindustrialisation. Or, en France, les valeurs de classe, malgré le potentiel de révolte qu'elles peuvent encore symboliser, sont depuis longtemps liées aux valeurs de l'Etat-nation, protecteur de l'industrie nationale. Là, les thèmes sur la décadence nationale rencontrent des échos certains parce qu'ils correspondent à l'idée que ce font les ouvriers français de leur propre décadence comme facteur indispensable à la mise en valeur du capital national. Entre la défense de l'économie nationale et la défense de la nation, il n'y a pas aujourd'hui de muraille de Chine, pas plus qu'il n'y en avait hier entre le socialisme national et le national socialisme. Les apôtres de la démocratie, parfois situés dans la militance à prétention révolutionnaire, font mine de ne pas comprendre la généalogie du fascisme comme phénomène de masse. Ils dénoncent même parfois le parti ultranationaliste de Le Pen comme celui de la trahison des traditions républicaines de la France et cherchent à réchauffer l'idéologie putréfiée de la résistance nationaliste au fascisme. Ils ne sauraient mieux avouer que le couple démocratie-nation est indissociable et dévoiler sur quelles bases ils comptent diriger et encadrer le spectacle de la résistance à genoux contre la montée du fascisme. De plus, face à l'autoritarisme du

pouvoir d'Etat, les déçus de la centralisation dans les régions périphériques sont quelque peu sensibles aux appels de sirène des autonomistes, voire des séparatistes. La désertification engendrée par la centralisation de l'économie, en particulier dans le domaine de la culture, relèverait de la responsabilité exclusive du pouvoir central. Face à la standardisation générale de la survie, de plus en plus atomisée, désespérée et vide de sens, le besoin de trouver des repères et de renouer avec la sociabilité passe par la valorisation de prétendues cultures particulières qui, en règle générale, sont présentées comme des traces de traditions populaires bridées par l'Etat. Et les gens qui y trouvent refuge sont prêts à oublier ce que de telles traditions avaient d'exclusif, de borné et d'autoritaire. Les naïfs partisans des leaders séparatistes jurent qu'il n'est question pour eux que de culture, rien que de culture. Mais, en l'occurrence, la culture est la poursuite de la politique par d'autres moyens. L'apologie des différences culturelles apparaît comme l'un des moyens essentiels pour les mobiliser derrière de tels leaders qui aspirent à conquérir du pouvoir, y compris par la violence, dans leurs zones d'influence régionales respectives et, bien entendu, à faire des affaires dans le cadre de l'Europe. Le pouvoir d'Etat, fidèle à la tradition jacobine, est agacé par de telles gesticulations nationalistes. En même temps, il est prêt à lâcher du lest, voire à donner libre champ à certaines mafias nationalistes comme le montre l'exemple de la Corse. Désormais, le relativisme culturel est étendu aussi aux communautés d'immigrés originaires du Tiers-Monde. Sans nier les facteurs de solidarité qu'elles peuvent encore posséder, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur leurs côtés bornés, en particulier leur hiérarchie de type patriarcale, sur lesquels prennent appui les nationalistes, des derniers marxistes-léninistes aux intégristes musulmans. En France, elles apparaissent comme des valeurs refuges parce que le pouvoir d'Etat, en vertu du principe jacobin de l'assimilation individuelle, les persécute comme telles. Mais de là à en faire des pôles de résistance radicale à l'Etat !

---

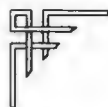
En France comme ailleurs, le nationalisme est moins que jamais susceptible d'apporter des solutions aux questions de fond que soulève l'évolution catastrophique de la société contemporaine. En règle générale, il détourne les indivi-

dus, même ceux qui sont quelque peu révoltés par la condition qui leur est faite, de l'essentiel : la lutte contre le capitalisme. Il les illusionne sur la possibilité d'améliorer leur survie à condition qu'ils acceptent d'être identifiés aux diverses communautés nationales offertes sur le marché de l'idéologie, présentées de façon mythifiée et nostalgique comme autant de traces palpables de sociabilité précapitaliste. En réalité, de telles communautés, sous la houlette des leaders nationalistes, les dominent, les utilisent et, en fin de compte, les privent de liberté. Nous sommes pour que les individus reprennent le chemin de la communauté, qui a déjà existé dans l'histoire de l'humanité, y compris en Europe, dans l'histoire

récente, à travers les combats contre le capital et l'Etat. En ce sens, pas plus aujourd'hui qu'hier, les individus révoltés ne partent de rien pour réaliser leurs objectifs et leurs rêves. Ils prennent appui sur leur histoire. Mais la conquête de la liberté, liberté à la fois individuelle et collective, reste la condition primordiale de la sociabilité retrouvée. Lorsque la liberté est absente, la communauté n'a plus de sens. Elle est synonyme de domination.

ANDRÉ DRÉAN ■

*1 - Editions Gallimard, Bibliothèque des histoires, 1992.*



#### AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMERO



- ▶ L'art et l'argent
- ▶ La techno-science comme discours et activité du capital
- ▶ La crise du travail et l'utopie postmoderniste de la fin du travail
- ▶ L'immigration face à la mutation du capital
- ▶ Le Che : mythe et mystification





● Fourier à Brocéliande - Guy Girard - 1993 ●

Fourier à Brocéliande

Guy Girard. 1993

## FACE-À-FACE

**f**ace à l'histoire : l'art cultive ce face-à-face, contemple son aliénation, reflète l'aliénation générale, piétine... Agit-il ? S'empare-t-il de l'histoire comme du réel, pour en bouleverser l'image convenue et multiplier d'autres approches, au-delà des perspectives raisonnées, jusqu'à soulever le voile des événements et illuminer, au cœur de l'instant élu, la présence de l'utopie ? La cause de l'art moderne, fût-elle oui ou non, la cause de l'émancipation humaine, qu'en est-il aujourd'hui lorsque l'art contemporain n'affiche que de grotesques renoncements aux projets prométhéens de ceux dont il s'enorgueillit d'avoir capté l'héritage ? Bien sûr, l'exposition qui se tient depuis cet hiver au centre Georges Pompidou, consacrée aux rapports entre l'art et l'histoire de 1933 à 1996, n'est point faite pour que s'élèvent de telles questions. Bien au contraire : à travers un choix d'œuvres et de documents divers, appréciables sous les trois catégories de l'engagement, du témoignage et de la vision, il nous est asséné, le long d'un parcours chronologique, que l'art ne vise rien d'autre qu'à tenir une place honorable dans le juste combat de la démocratie bourgeoise contre tous les totalitarismes. Nous sommes dans le meilleur des mondes. Même si des barbares en ébranlent dangereusement les assises. Parce que, parmi ceux qui prétendirent mettre à bas la société, il y eut les fascistes, les nazis et les staliniens, l'idéologie dominante claironne à tout vent que toute tentative d'en finir avec l'ordre bourgeois, que tout autre projet de société débouche forcément sur le totalitarisme. Refrain mille fois seriné qui, par exemple, voue dans cette exposition à la trappe de l'oubli le communisme libertaire réalisé pendant la révolution espagnole. Refrain aujourd'hui repris en cœur par tous les journalistes commentant la situation albanaise, qui préfigure sans doute de plus vastes mouvements de révolte. Celle-ci, comme la folle du logis dans le concert des Etats, ne saurait apporter que le désordre, le chaos et l'anarchie.

**t**rois épouvantails pour l'ordre bourgeois, que surent formidablement animer sur la scène de la mythologie moderne, les avant-gardes, dada, et, tout en scrutant jusqu'en la mécanique mentale les ressorts de la pantomime, le

surréalisme. On ne se lasse pas d'en exhiber, avec une nostalgie calculée, la scandaleuse lucidité. Mais non plus d'en égarer les leçons de celle-ci dans les échos abrutissants de la suprématie économique et culturelle des Etats-Unis colportés depuis 1945 d'action-painting en pop-art, de minimal art en post-modernisme, jusqu'à ce que la révolte et le désir qui fondent l'acte créateur soient privés totalement de sens, et aussi insensés que le narcissisme et l'arrivisme avec lesquels les artistes contemporains savent se faire reconnaître. L'art, comme expérience de la liberté dans un monde où la liberté, c'est le libéralisme, voilà une idée malsonnante ! Il y eut des rêveurs : ils ont leur place sur le cadran des cimaises, et on leur prête volontiers le cauchemar d'en avoir su plus long que les journaux d'antan. Mais, il y a aussi de la place pour les journaux, qui deviennent la seule conscience des événements. Dès lors que les artistes, déçus de ne pouvoir comprendre le monde par-delà le mensonge stalinien, se flattent de n'être ni plus ni moins aliénés que « l'homme du commun », ils ne se mesurent plus à d'autres horizons que celui, mystificateur, du journal quotidien. La présence obsédante de celui-ci devient le seul gage de réalité, et le seul modèle. Dans le labyrinthe de cette exposition, c'est lui le minotaure, éructant les dates fatidiques. Le visiteur est ainsi convié à une initiation à la misère du monde, à l'acceptation cyniquement esthétisée – au fur et à mesure que les artistes semblent moins clairement protester que bafouiller, d'une voix indistincte de la logorrhée médiatique – du spectacle de celle-ci auquel se résume aujourd'hui l'art dit contemporain.

**d**e 1933, arrivée de Hitler au pouvoir, à 1996 – que diable s'est-il passé en 1996 ? – l'art, ou ses moroses palinodies, va son train. Moderne, moderniste, modernisé quand ses artistes croient suppléer leur manque d'imagination en singeant non plus leurs concurrents, mais le monde du travail. On va se perdre sur des représentations du réel, non plus ouvertes sur son possible mais se clôturant dans l'identification à quelque fétiche de la soumission. L'ambition qui était de saisir les visions du désir et du devenir se voit, au lendemain de la Libération, orientée vers la production d'une propagande pour l'Etat et l'économie capitalistes, vers la célébration de ses modèles imaginaires que sont l'ingénieur et le pionnier. A l'égal de ceux-ci, on prendra la posture mythique pour brosser de

vastes toiles, pour produire en masse des images où se reflète la conscience morcelée de ceux pour qui l'art n'a plus pour objet de révéler plus de conscience. Cela sue l'ennui et le décervelage, et dans cette indifférenciation recherchée entre l'art et la vie sordide, nulle œuvre ne se distingue de cette image représentant je ne sais plus quel politicien américain, signée d'Andy Warhol, qui réconcilie dans la même servilité le portrait mondain et l'affiche électorale. A la chronologie d'une histoire purement événementielle, arrangée selon une succession de saisons sanglantes sans que l'on y voit affleurer le moindre de ces ressorts que sont les irrationnelles contradictions du capitalisme, répond une lecture chronologique de l'art depuis 1933, dans le but de faire coïncider chaque événement social ou politique avec telle ou telle floraison d'un mouvement artistique. Excellente manœuvre pour ressortir les vieux débats sur l'art engagé. Cela évite de parler du reste, et surtout de la poésie qui ne « rythmera plus l'action » mais « sera en avant ». On préfère s'en tenir au décor, à décorer l'histoire, ou l'idée fataliste à laquelle la réduisent ceux qui veulent que les hommes ne soient

pas maître de leur destin. Quelquefois, le décor se déchire et ce qui se montre alors n'est pas tant l'histoire qui « au dehors tombe comme la neige » que nos raisons de ne pas désespérer de la tombée des jours.

**M**ais cette exposition est là pour convaincre que l'art, s'il veut œuvrer sur le temps, n'a de perspective sûre que rétrospective. Au terme de celle-ci, le choix manichéen entre l'aventure barbare et la confiance dans l'époque. Celui qui n'a pas pour boussole sa révolte sort de la dernière salle aussi ahuri que si annonce venait d'être faite de la fin de l'histoire. Aucune logique ne se discerne sous les événements dont les artistes contemporains gèrent l'illustration. L'art ainsi, de 1933 à 1996, a su remiser ses défis utopiques et révolutionnaires, son projet prométhéen, pour ne plus désirer voir plus loin que dans la rétine d'un journaliste. Toujours en retard sur l'actualité que celui-ci énonce, il se satisferait d'en être le commentateur privilégié, et de nous faire vivre en direct comment les mass-médias deviennent l'ultime ready-made.

GUY GIRARD ■



Rêve nucléaire ●



*La stratégie de dissuasion de l'époque des blocs, que les médias nommèrent guerre froide, a engendré un sinistre héritage nucléaire. Mais, consensus oblige, le discours désormais dominant tente de nous rassurer avec le désarmement nucléaire bien qu'il soit quasi impossible à réaliser, surtout pour les Etats au bord du gouffre économique. En parallèle, s'est intensifiée la mise en place du nucléaire civil comme l'une des principales sources d'énergie viable et rentable. S'il est urgent d'appréhender concrètement la menace que fait peser le lobby des nucléocrates, comment, en outre, mesurer les retombées qui déferlent au cœur des organismes vivants. L'ouvrage de Jay Gould, « L'Ennemi intérieur », présenté dans l'article récent de « The Nation », fin 1996, dont nous donnons des extraits, nous permet de constater cette dégradation irréversible. Il est clair que l'obscurantisme dont font preuve la science et la médecine alliées au capital triomphant ne peut masquer indéfiniment les risques encourus par les populations vivant à proximité des centrales et des sites d'essais nucléaires. « L'Ennemi intérieur » démontre bien le lien entre radiation de faible intensité et immunodéficiences, ou comment la médecine et la science en général ont une vision du monde qui oscille entre dégénérescence et rafistolage désespéré. Cette dichotomie de l'absurde assène son pouvoir mortifère car l'essence de son fonctionnement est de mettre en jeu la vie. De tels ouvrages nous fournissent des données qui contribueront à dénoncer et à enrayer peut-être l'atomisation générale au sens propre comme au sens figuré. Bien qu'il faille émettre quelques réserves sur les remèdes proposés par des scientifiques, même non inféodés, qui mesurent aujourd'hui les dégâts, causés par des activités scientifiques et techniques, subis et parfois détectés depuis longtemps.*

KARL ■

## LES RETOMBÉES DE LA GUERRE FROIDE

**C**ombattue dans le contexte des expérimentations, des explosions préméditées et des accidents nucléaires imprévus, pour beaucoup non signalés et encore sous le sceau du secret, la guerre froide n'a pas eu besoin de devenir chaude pour laisser derrière elle des traces de ruine, de dévastation et de larmes. L'héritage le plus durable de ces années de folie militaire ruineuse pourrait bien être des vagues épidémiques mondiales d'immunodéficiences. (...)

Bien que, à travers le monde, les environnementalistes reconnaissent l'importance de nos relations d'interdépendance, à l'échelle planétaire, et les coûts tragiques de l'ère nucléaire, en fait, presque chaque mot que Gould écrit est contesté. Les médias officiels ont même négligé d'envisager les conséquences à long terme de l'héritage laissé par notre armement idéalisé alors que le voile du secret et de la déformation des données élémentaires restait drapé autour de l'énergie nucléaire et des radiations de basse intensité. Rappelez-vous ! Lorsque les responsables chargèrent Dixy Lee Ray de présider la Commission à l'énergie atomique, elle rassura

les mères angoissées : « C'est bon pour vous, propre et bon marché. Faites-moi confiance ! » (...)

Dans certains milieux, il y a de grandes résistances aux analyses de Gould qui mettent en relation des exemples de cancer, de sida et de déficit de poids des bébés avec les divers poisons industriels et les pesticides, surtout lorsqu'ils sont combinés à la pollution nucléaire. Son idée

la plus controversée est que les hommes et les femmes nés au cours de l'âge nucléaire, spécialement pendant les années de tests atmosphériques et d'émissions ou d'explosions accidentelles, sont les plus en danger parce que leurs systèmes hormonal et immunitaire ont été les plus attaqués. (...)

En 1945, le complexe d'armes nucléaires de Han-

ford, dans l'Etat de Washington, qui produisait du plutonium pour la première génération de bombes atomiques, relâcha dans l'atmosphère de l'iode radioactif, ce qui rivalisa en magnitude avec ce qui fut rejeté à Chernobyl en 1986, l'accident nucléaire reconnu comme le pire de l'histoire de l'humanité. Entre Hanford et Chernobyl, la planète a subi des décennies de retombées gé-

**A mon intérêt je veux que tout cède : je baigne à un tel point dans le sang que, si je n'y pataugeais pas plus avant, le retour serait plus périlleux que la traversée. □**

MACBETH

nées par les tests nucléaires atmosphériques, équivalentes à quarante mille bombes de type Hiroshima. L'impact sur les systèmes hormonal et immunitaire de plus de quatre-vingts millions de « baby boomers » fut, selon Gould, immédiat et durable. (...)

Gould et ses associés du Projet radiation et santé publique, association sans but lucratif basée à New York, surveillent les effets sur la santé qui résultent non seulement des tests nucléaires atmosphériques et des accidents mais aussi des faibles bruines, des fuites furtives et des émanations presque imperceptibles des radiations de basse intensité. Utilisant les données de l'Institut national du cancer, des Centres pour le contrôle des maladies, des départements d'Etat pour la santé et l'enregistrement des tumeurs, entre autres sources, Gould fournit des documents relatifs à l'impact des radiations sur les habitants des « comtés nucléaires », les mille trois cent dix-neuf comtés proches de l'un ou l'autre des soixante réacteurs civils et militaires installés aux Etats-Unis. Le résultat est alarmant : les cas de cancer, de sida, de déficiences congénitales variées, de syndromes de fatigue chronique apparaissent plus fréquemment dans les zones irradiées qu'ailleurs. Comparés à tous les autres comtés du pays, cinquante-cinq des soixante sites nucléaires qu'il étudie avaient des taux de cancer du sein élevés de façon significative, taux qui ne pouvaient pas être expliqués par le hasard ou des facteurs génétiques. (...)

Le précédent livre de Gould « La mortelle supercherie : radiations de faible intensité, dissimulation de haute intensité », rédigé en collaboration avec Benjamin Goldman, traduit en japonais et en russe, a très bien été utilisé par les activistes antinucléaires. Il contribua à la ferme-

ture des dangereux réacteurs Trojan et Yankee Rowe, dans l'Orégon et dans le Massachusetts. « L'Ennemi intérieur » constitue un nouvel appel à l'action. Il explique les causes de la catastrophe dont beaucoup d'entre nous, vivants à Long Island's East End, avaient entièrement pris conscience : ici, presque chaque famille a connu des tragédies. (...)

Gould en démontre amplement les raisons. Douze miles au nord des rives de Long Island Sound, il y a trois réacteurs Millstone, actuellement fermés. Ils attendent leur examen par la Commission de régulation du nucléaire, par suite d'innombrables entorses à la sécurité, entorses non déclarées pendant longtemps. Au cœur du Suffolk, deux petits réacteurs du laboratoire national de Brookhaven ont, pendant quarante à cinquante ans, déchargé de l'iode radioactif, du strontium et du tritium dans l'air et dans la rivière, la Peconic, dont l'embouchure est située entre les deux promontoires nord et sud de la baie de l'East End. Dans le Suffolk, les femmes ont fait l'expérience de l'augmentation de 40 % des cancers du sein depuis 1950. Nous n'avons jamais eu besoin de subir la guerre nucléaire pour être bombardés par les retombées nucléaires. (...)

En démontrant la connexion entre la radioactivité et les immunodéficiences, « L'Ennemi intérieur » peut nous aider à planter des pieux dans le cœur de l'industrie nucléaire. Dans la mesure où la conséquence du nucléaire est l'extinction de la vie, nous devons changer le cours de l'histoire. Gould et ses associés du Projet radiation et santé publique nous fournissent les preuves grâce auxquelles nous pouvons nous décider : le temps est venu d'opter pour la vie.

BLANCHE WIESEN COOK ■



CORRESPONDANCE :  
C/O AB IRATO  
BP 328  
75525 PARIS CEDEX 11  
FRANCE